

Séance 1, *Inégalités éducatives et politiques publiques : regards internationaux*
Vendredi 8 avril 2022 de 10 à 12h30

organisée par Maryse Bresson et Laura Cruchet au titre du laboratoire Printemps UMR
UVSQ/CNRS

Université Versailles Saint Quentin, Salle 434, Bâtiment Vauban, Guyancourt

- **Camille Peugny**, *Une génération sacrifiée ? Pour une politique de la jeunesse*
(Printemps et Directeur de la GS Sociologie et Science Politique SSP)

intervient à l'occasion de la parution de son dernier ouvrage

Les comparaisons réalisées par des institutions officielles comme l'OCDE indiquent que la reproduction intergénérationnelle des inégalités est plus forte en France que dans un certain nombre de pays comparables, et notamment que dans les pays du nord de l'Europe. La France, de ce point de vue, ferait plutôt partie des mauvais élèves de la classe européenne. De fait, la mesure par cohortes de naissance des flux de mobilité sociale laisse entrevoir une relative stagnation de la mobilité sociale au cours des dernières décennies. Pour expliquer ce résultat, il faut bien sûr questionner le fonctionnement du système éducatif pour comprendre la manière dont la massification scolaire ne s'est pas traduite par une réelle démocratisation de l'école. Pour autant, au-delà de l'école, il faut questionner plus largement la manière dont est pensé, en France, l'accès à l'autonomie des jeunes. Politique familiale, politique de l'emploi, formation professionnelle : toutes ces dimensions doivent être mobilisées pour mieux comprendre l'intensité de la reproduction des inégalités en France et la manière dont les jeunes se projettent, ou non, dans l'avenir. Au final, l'auteur plaide pour une transformation en profondeur de notre conception de la jeunesse dans une société vieillissante.

Ouvrage paru : [Pour une politique de la jeunesse](#), Seuil, février 2022

- **Mardochée Pierre**, « Démocratisation et inégalités scolaires dans les pays en voie de développement. Le cas d'Haïti »

(Printemps) présente sa thèse en sociologie soutenue le 25 novembre 2021

présente la manière dont un pays, Haïti, catégorisé comme « pays en voie de développement » s'efforce de réaliser la démocratisation de son système éducatif. S'il paraît en échec sur pratiquement tous les indicateurs : taux d'accès, équité, égalité, Haïti, réalise pourtant des processus de démocratisation. Pour analyser ce paradoxe, la réflexion appuyée sur un travail d'enquête par observations et entretiens, s'interroge sur la place majeure du secteur privé dans l'offre éducative. Pour expliquer que les différentes

Séance 1, *Inégalités éducatives et politiques publiques : regards internationaux*
Vendredi 8 avril 2022 de 10 à 12h30

politiques mises en place n'ont pas eu l'effet escompté de scolarisation universelle, la thèse met en avant le manque de coordination entre les différents niveaux et acteurs de l'éducation en Haïti ; le manque de financement étatique, les effets de corruption à différentes échelles. Si l'implication des acteurs publics et aussi privés permet un élargissement de l'offre scolaire, malheureusement c'est souvent au détriment de l'égalité et de la qualité de l'enseignement.

- **Ibrahima Sacko**, *Parcours de réussite et d'échec scolaire des enfants maliens au Mali et en France*

s'interroge sur l'articulation du « subjectif et l'objectif » dans la perception de la notion de réussite et d'échec scolaire par les Maliens rencontrés au Mali et en France, ainsi que d'autres acteurs de l'école dans les deux pays et mobilisant des matériaux qualitatifs (entretiens, données d'observation, études documentaires), il présente les différents parcours scolaires et les conséquences des stratégies éducatives des familles et des différences de systèmes éducatifs sur les inégalités scolaires.

Discutantes : **Maryse Bresson et Laura Cruchet**